



Doc. 14879

12 avril 2019

Violations alléguées des droits des personnes LGBTI+ dans la région du Caucase

Proposition de résolution

déposée par M. Christophe LACROIX et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Des sources fiables font état de violations graves des droits humains envers les LGBTI+ aussi bien en Azerbaïdjan qu'en Géorgie et en Arménie.

En 2017, notre Assemblée parlementaire exprimait déjà sa préoccupation face à l'arrestation massive de personnes LGBTI+ en Azerbaïdjan et aux mauvais traitements subis par celles-ci. Récemment, des cas inquiétants de détentions arbitraires et de maltraitances à caractère médical ont été rapportés.

Le récent rapport de la Commissaire aux droits de l'homme sur l'Arménie indique que la situation des personnes LGBTI+ dans ce pays pose des problèmes sérieux. Des cas documentés de crime de haine ou d'actes de violence haineux ont été rapportés.

Pour la Géorgie, un rapport indépendant des Nations Unies met en évidence que ces personnes sont victimes de discriminations en ce qui concerne l'accès aux services, l'emploi et l'éducation. Ce rapport met aussi en évidence un climat de haine et de violence.

La législation en vigueur et les autorités en place n'apportent pas de solution à ces problèmes interpellants.

L'Assemblée, en tant que garante de la Convention européenne des droits de l'homme – et plus particulièrement de son article 14 sur l'interdiction des discriminations – doit pouvoir faire toute la lumière sur ces faits.

Dès lors, l'Assemblée devrait:

- préparer un rapport sur la situation des droits des personnes LGBTI+ dans le Caucase;
- exhorter les pays susmentionnés à faire cesser immédiatement toute législation ou pratique qui légitimerait une discrimination basée entre autres sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre;
- encourager les autorités à mettre pleinement en œuvre la Recommandation CM/Rec(2010)5 du Comité des Ministres sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Signé (voir au verso)



*Signé*¹:

LACROIX Christophe, Belgique, SOC
ÆVARSDÓTTIR Thorhildur Sunna, Islande, SOC
BAYR Petra, Autriche, SOC
BRUIJN-WEZEMAN Reina, de, Pays-Bas, ADLE
FRIDEZ Pierre-Alain, Suisse, SOC
GRIN Jean-Pierre, Suisse, ADLE
KERN Claude, France, ADLE
KOPŘIVA František, République tchèque, ADLE
KYRIAKIDES Stella, Chypre, PPE/DC
MAELEN Dirk, Van der, Belgique, SOC
MASSEY Doreen, Royaume-Uni, SOC
MIKKO Marianne, Estonie, SOC
OHLSSON Carina, Suède, SOC
OOMEN-RUIJTEN Ria, Pays-Bas, PPE/DC
RAMPI Roberto, Italie, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC
SUTTER Petra, De, Belgique, SOC
TOMIĆ Violeta, Slovénie, GUE
VEN Mart, van de, Pays-Bas, ADLE

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts